

Malaise chez les agents des finances publiques



Les fonctionnaires ont répondu en nombre, hier, à la journée de mobilisation nationale pour dénoncer une dégradation de leurs conditions de travail.

(Photos Gérard Baldocchi)

Il n'y avait pas de pique-nique improvisé hier matin au centre des impôts de Bastia mais une forte mobilisation des fonctionnaires. Ils avaient pourtant sorti tables et chaises de leurs locaux pour s'installer devant le bâtiment. Mais c'était bien pour dénoncer - une nouvelle fois - la dégradation de leurs conditions de travail. Ainsi, l'intersyndicale de Haute-Corse a participé à la jour-

née d'action nationale. Sentiment de mal-être, agents en arrêt maladie pour raisons psychologiques, suppressions de postes... À l'évidence, la coupe est pleine au sein de la direction des finances publiques, comme le confirme Jean-Pierre Battestini, délégué syndical : « Nous avons perdu 150 emplois en l'espace de cinq ans tandis que le nombre d'usagers que nous accueillons ne cesse

d'augmenter. Nous sommes à 30 000 par an actuellement... Faute d'effectifs suffisants nous ne pouvons assurer nos missions auprès des collectivités, des entreprises et parfois même des particuliers. À cela, il faut ajouter les menaces de fermetures qui pèsent sur les perceptions du département. »

« On attend toujours pour la prime de transport »

Toujours selon les syndicats, les fonctionnaires ont fait les frais des réformes qui ont remanié en quatre ans l'administration des finances publiques. « La charge de travail a été accrue, nos traitements sont gelés depuis trois ans alors que les directeurs ont vu leur rémunération augmenter. Quant à l'indexation de la prime de transport sur le coût de la vie annoncée par le ministre de la Fonction publique, on attend toujours... Enfin, la mise en

place par le gouvernement d'un jour de carence non payé pour chaque arrêt maladie s'assimile à une nouvelle punition pour l'ensemble des fonctionnaires. »

Les services des impôts n'ont pas été perturbés hier car les agents n'étaient pas en grève. La mobilisation avait aussi pour intention de sensibiliser les contribuables.

« Notre administration a payé un lourd tribut de la révision générale des politiques publiques et nous ne voulons plus être les boucs émissaires. En cette période de campagne présidentielle, les candidats s'accordent pour lutter contre la fraude fiscale et il sera question de réformes fiscales de grande ampleur. Dans ces conditions, il n'est pas envisageable que la direction des finances publiques continue de perdre des emplois », estime encore Jean-Pierre Battestini.

SANDRA CARLOTTI
scarlotti@corsematin.com



Jean-Pierre Battestini avec son habituel mégaphone.